



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Bulletin SNCF – secteur Strasbourg

11 décembre 2024

La seule issue favorable dans la crise politique : nous mobiliser pour imposer nos revendications !

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

La course des petits chevaux pour Matignon

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral.

Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l'écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consumé par les années Hollande.

Les fausses solutions des directions syndicales

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective. Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait « un gouvernement qui tienne » avec lequel il serait possible de « travailler ». L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire primer l'intérêt général ».

Mais quel intérêt commun entre les patrons licencieurs et les travailleurs sur le carreau ? Comment « travailler » avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

Une seule solution : notre mobilisation !

À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrige (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi – une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l'heure : surmonter la dispersion des luttes.

Le 12 décembre, en grève pour défendre nos intérêts

Après le 21 novembre, les fédérations syndicales cheminotes appellent à amplifier le mouvement dès le 12 décembre. Dès maintenant, il nous faut préparer à passer la seconde, en allant chercher les collègues des autres secteurs, syndiqués ou non. Certains travailleurs du privé menacés de licenciement, comme Auchan, et des étudiants d'universités mobilisées, ont déjà annoncé qu'ils s'y joindraient, en plus de la fonction publique qui appelle à la grève et à des actions le même jour. Avec les dates qui s'accumulent dans l'agenda, le rapport de forces pourrait bien tourner. Le meilleur moyen de faire plier le patronat, c'est de le contraindre par notre nombre.

NAO : +0,5 % et un mars

La direction a proposé 0,5% d'augmentation pour les NAO et justifie cette provocation en expliquant que l'inflation faiblit... Mais les prix ne baissent pas et le frigo reste toujours aussi vide. Même si des directions syndicales ont osé signer un accord pareil, rien n'est jamais figé : ce qu'on arrachera dépendra uniquement de notre détermination. Des embauches, des moyens ; titularisation des contrats précaires ; pas un salaire en dessous de 2 000 € !

1,3 milliard de bénéfices : de l'argent, il y en a !

Pendant que la direction nous crache dessus avec ces 0,5 % des NAO, on apprend que la boîte a encore enregistré 1,3 milliard de bénéfices cette année en exploitant notre travail. Maintenant qu'on connaît le montant du pactole, à nous d'aller chercher notre dû.

Jean Pierre Double-Face

Farandou dans une interview en novembre : les cheminots sont des privilégiés, augmentés de plus de 17% sur deux ans, choyés par l'entreprise. Les voilà qui seraient bien ingrats de ne penser qu'à eux en se mettant en grève. Farandou dans le dernier Temps Réel : « Stop au cheminot bashing » ! Les deux faces d'une même pièce : côté pile Farandou, côté face Farandur !

Rail-Uni

Au Royaume-Uni, le rail vient d'être renationalisé après 30 ans d'exploitation privée. 66% de la population soutient cette décision, car le prix des billets est tel qu'un trajet équivalent à Strasbourg - Colmar atteint 84 euros l'aller. De nombreux travailleurs se sont rabattu sur le bus pour aller bosser. Les travailleurs du Royaume-Uni ont payé le prix fort pour l'enrichissement des capitalistes du rail, parmi lesquels la SNCF via sa filiale Keolis. Mais renationaliser n'est pas tout. L'État reconnaît la défaillance des entreprises privées mais les laisse

repartir les poches pleines. Les travailleurs, cheminots ou usagers, auraient toutes les raisons de réclamer qu'ils paient leur dette pour garantir de bonnes conditions de travail et de transport.

Si ça frotte, ça fait un Régio lisse

Au TCA, les travaux de l'UO Régioilis avancent. La semaine dernière, il était prévu d'y envoyer une rame pour vérifier que les nouvelles installations sont conformes au gabarit d'un Régioilis. Ça paraît bête, mais après toutes les erreurs commises par la direction sur le sujet du REME, tout est possible. Même des voies spéciales Régioilis trop étroites pour un Régioilis.

Ils étaient au courant

Au technicentre de Bischheim, les caténaires sont dans un état lamentable. Fuites de courant, défauts d'isolation... à tel point que certains sectionneurs provoquent de véritables feux d'artifices quand ils sont manœuvrés. La situation serait connue depuis le mois de mars mais c'est seulement le mois dernier que les installations concernées ont été cadennassées. Et encore, il a fallu que des syndicalistes déposent une alerte. Dans les priorités de la direction, notre sécurité reste un courant de faible intensité.

Pour les fêtes de fin d'année, soutenez le NPA Révolutionnaires !

Pour financer son combat révolutionnaire, le NPA Révolutionnaires ne peut compter que sur le soutien de celles et ceux qui le partagent. Nous ne touchons aucune subvention de l'État et nous n'avons que des ennemis dans le grand patronat ! Nous nous tournons vers vous, jeunes, travailleuses et travailleurs pour financer nos activités : meetings, tracts, bulletins, affiches – le NPA Révolutionnaires est un parti militant, toujours en campagne, et pas seulement à l'occasion des élections ! Retrouvez le bulletin l'année prochaine, et d'ici là, bonnes fêtes de fin d'année !

